

**Décision n° 2009-0697**  
**de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes**  
**en date du 3 septembre 2009**  
**attribuant des ressources en numérotation à**  
**la société LTI Télécom**  
**(préfixe à quatre chiffres 16XY)**

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société LTI Télécom (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 09-1917 en date du 20 juillet 2009) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Vu les demandes de la société LTI Télécom en date des 22 et 31 juillet 2009, reçues le 23 juillet 2009 et le 4 août 2009, sollicitant l'attribution d'un préfixe à quatre chiffres 16XY ;

Vu le courrier de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 juillet 2009 ;

Après en avoir délibéré le 3 septembre 2009 ;

.../...

**Décide :**

**Article 1er** – Le préfixe de sélection d'un réseau de transport à quatre chiffres 1660 est attribué, jusqu'au 3 septembre 2029, à la société LTI Télécom (Siren : 415 047 448) pour l'acheminement des communications téléphoniques dans les conditions fixées par la décision n° 05-1085 en date du 15 décembre 2005 modifiée susvisée.

**Article 2** - La société LTI Télécom acquitte, pour le préfixe attribué à l'article 1<sup>er</sup>, la taxe prévue à l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

**Article 3** - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, le préfixe attribué à l'article 1<sup>er</sup> ne peut pas être protégé par un droit de propriété intellectuelle. Il ne peut faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

**Article 4** - Au 31 janvier de chaque année, la société LTI Télécom adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective du numéro attribué.

**Article 5** - Le directeur de la régulation des opérateurs et des ressources rares de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société LTI Télécom.

Fait à Paris, le 3 septembre 2009

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI